

Quelques réflexions d'historiographie comparative sur une querelle déloyale

Autor(en): **Python, Francis**

Objekttyp: **Chapter**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse**

Band (Jahr): **94 (2000)**

PDF erstellt am: **25.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

en Quellenbelegen selbstverständlich auch auf andere Autoren, mit denen sie sich auseinandergesetzt haben. Sie geben dadurch dem Leser Hinweise über ihren Gedankengang, *ohne aber eine eigentliche Geschichte der Interpretationen und Begriffe zu vermitteln*.⁷³ Mit 16 Nennungen verweist Urs Altermatt überaus häufig auf Olaf Blaschkes Arbeiten, zumal es sich dabei um Untersuchungen handelt, die ein anderes Land und einen anderen Zeitraum mit entsprechend unterschiedlichen Fragestellungen behandeln.

Historiker arbeiten zur Auswertung ihres Quellenmaterials immer wieder mit *Begriffen und Denkmodellen, die in den unterschiedlichsten Fachbereichen Verwendung finden*. Sie können in ihren Ausführungen nicht ganze Genealogien jener Forscher aufführen, die diese ebenfalls bereits verwendet haben. Letzteres würde nicht nur jede komparative Geschichtsschreibung ad absurdum führen, ja die Historiker würden letztlich in ihrem Schreiben überhaupt gänzlich paralysiert.

⁷³ Siehe Grafton, 33 (wie Anm. 18).

Quelques réflexions d'historiographie comparative sur une querelle déloyale

Francis Python

«L'histoire des Juifs, histoire controversée entre toutes. (...) De quelque manière qu'on l'aborde, quelque aspect désire-t-on en traiter, on se heurte à des interprétations divergentes, voire carrément opposées». Cette constatation de Jacques Godechot figurant dans une des préfaces du recueil des contributions de François Delpech *Sur les Juifs. Etudes d'histoire contemporaine*¹ se vérifie une nouvelle fois avec l'attaque lancée par l'historien allemand, Olaf Blaschke contre le récent ouvrage d'Urs Altermatt *Katholizismus und Antisemitismus*.

Dans ce cas, ce qui est regrettable c'est que les reproches adressés à l'un des meilleurs spécialistes du catholicisme suisse ne s'élèvent pas au niveau d'une confrontation ou d'une controverse scientifique d'où peut sortir une avancée historiographique, mais s'enlisent dans de stériles

¹ Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1983, 13.

reproches. Ceux-ci ne résistent pas à un examen sérieux de la configuration et de la rédaction des deux ouvrages sans parler de la différence de leurs sources, de leurs méthodes d'analyse et bien évidemment de leur cadre spatio-temporel. Traiter des rapports entre catholicisme et antisémitisme en Suisse entre 1918 et 1945, alors que se prépare et que se déchaîne l'extermination des Juifs dans l'Allemagne voisine, aboutit à d'autres résultats que l'étude de ces rapports dans l'Allemagne impériale de 1871 à 1918.

L'originalité incontestable de l'étude d'Urs Altermatt réside surtout dans la mise au point d'un modèle d'explication rigoureux qui tente de mesurer la portée du facteur religieux dans les expressions d'antisémitisme en tenant compte des multiples dimensions socio-culturelles dans lesquelles elles se déploient. Sans négliger l'exploration minutieuse des terrains concrets où l'antisémitisme a prospéré, l'approche de l'historien suisse prend aussi en compte les grands débats sur l'interprétation du phénomène. Les références aux perspectives d'autres auteurs abondent – et les travaux d'Olaf Blaschke sont même cités 16 fois – mais la modélisation s'inscrit dans le droit fil des travaux antérieurs d'Urs Altermatt.

Pour mieux saisir l'intérêt et la qualité scientifique de cette démarche appliquée à la Suisse, on signalera ici, en contrepoint et pour élargir le débat, combien elle est proche des analyses pionnières de l'historiographie française qui ont abordé la question de la responsabilité des chrétiens dans les divers déchaînements de l'antisémitisme ayant ponctué les XIX^e et XX^e siècles. La confrontation entre les approches de Blaschke et d'Altermatt prend alors un autre sens qui se situe bien au-delà de mesquines querelles de forme ou de blessures d'amour-propre.

Les avancées d'une histoire pionnière

La responsabilité de l'antijudaïsme théologique dans le développement de l'antisémitisme n'est plus contestée et l'ensemble de la communauté des historiens l'admet. A partir du désastre de la Shoah, les historiens du christianisme ont également pris conscience que cette responsabilité était lourde et que leurs travaux pouvaient faire surgir des examens de conscience et promouvoir des changements nécessaires et souhaitables. Encore fallait-il pondérer cette responsabilité et l'attribuer aux diverses composantes de l'institution chrétienne selon des critères qui prennent en compte toute la complexité du réel selon une périodisation épousant le double mouvement des confessions religieuses et de la société globale.

Avec le processus de libération et d'intégration des Juifs dans la société française induit par la Révolution, les historiens ont cherché à démêler de manière inédite ce qui dans les forces de résistance à la liberté et à l'égalité, relevait de l'ordre du religieux proprement dit et ce qui tenait du rejet contre-révolutionnaire sur le plan social, économique ou politique. Les historiens français du catholicisme ont ainsi dégagé en particulier le rôle et l'importance de ce fameux «enseignement du mépris» sécrété par les Eglises et que dénoncera avec force Jules Isaac après 1945.²

L'antijudaïsme théologique avait de profondes racines, comme vient de le montrer, après bien d'autres, un Paul Giniewski³, mais il n'est pas aisé de déceler pourquoi il s'amalgama au cours du XIX^e siècle avec la montée d'un antisémitisme dit moderne qui se donnait des prétextes démographiques, économiques, sociaux ou culturels et qui fut utilisé sur le plan politique. François Delpech, précisément, a tenté d'expliquer comment aux progrès de l'intégration succéda, surtout à partir de la défaite de 1871, un déferlement d'antisémitisme semblable, sur certains points, à celui qui balayait l'Europe centrale et orientale. Difficultés économiques, crise politique, thèse du complot et recherche de boucs émissaires sont alors cristallisées dans les deux volumes de *la France juive* d'Edouard Drumont publiées dès 1886. Toutes les insanités de la littérature anti-juive se retrouvent dans cette compilation aussi incohérente qu'haineuse. Une ligue, un journal et bientôt l'Affaire Dreyfus alimentent une vague d'antisémitisme qui recouvre toute la France. Les conflits entre l'Eglise et l'Etat moderne, la III^e République, poussent les catholiques à participer à la curée et seule une petite minorité résiste à la vague sauvant l'honneur de l'Eglise.

La difficulté pour F. Delpech et d'autres historiens de cette période, n'est pas d'expliquer ces mouvements mais de mesurer le rôle exact de l'antijudaïsme théologique dans cette exaltation de haine antisémite qui a pu séduire les foules tant à droite qu'à gauche, dans un premier temps du moins, alors même que la société française se sécularise et qu'elle échappe de plus en plus à l'emprise de l'Eglise. Le clergé ultramontain, dans sa majorité, n'était pas forcément antisémite au sens moderne⁴ mais

² Jules Isaac, *Jésus et Israël*, Paris 1948, ainsi que *l'enseignement du mépris*. Paris, Fasquelle, 1962

³ Paul Giniewski, *l'antijudaïsme chrétien. La mutation*, Paris, Salvator, 2000. Voir aussi Gérard Messadié, *Histoire générale de l'antisémitisme*, Paris, J.C. Lattès, 1999.

⁴ Selon François Delpech: «Les clercs ne sont pas forcément antisémites, mais on leur a enseigné au séminaire la position chrétienne traditionnelle: l'antijudaïsme théologique. Ce n'est pas l'antisémitisme racial, ni économique, ni socio-politique,

ses positions traditionnelles en théologie, accentuées par le raidissement romain (Syllabus) renforcent l'antisémitisme ambiant. Si les distinctions entre antijudaïsme théologique et antisémitisme moderne sont certainement utiles pour l'analyse des discours, il faut aussi connaître l'alchimie qui fait fusionner thèmes théologiques et modalités modernes de l'antisémitisme dans ce mélange explosif qui s'observe dans l'opinion au temps de l'Affaire Dreyfus. A ce titre les études réalisées sur des journaux catholiques sont éclairantes⁵. Pour F. Delpech, il y a un indéniable réveil de l'antijudaïsme théologique dès les années 1880⁶. Il est l'œuvre en particulier du courant intégraliste et intransigeant du clergé et ses conséquences seront désastreuses tout au long de la première moitié du XX^e siècle où triomphera le maurrassisme dans une large partie de l'intelligentsia catholique.

Les travaux historiques menés par les chercheurs français ont ainsi posé, sans trop le systématiser, le problème de l'interaction entre l'antijudaïsme théologique et les autres expressions de l'antisémitisme moderne, à savoir les stigmatisations de type socio-économique ou encore, dernier degré, les rejets fondés sur des présupposés racistes.

Certains concluent pourtant, tel F. Delpech, que si la responsabilité de cet enseignement théologique est engagée, la liaison entre les deux formes d'antisémitisme n'est ni simple ni automatique. On trouve là une expression, peu formalisée, de la thèse du double antisémitisme. Une thèse qui se trouve déjà dans les distinctions opérées par certains dictionnaires du début du XX^e siècle et jusque dans les années 1930 encore, indiquant deux types d'antisémitisme chez les catholiques, dont l'un serait permis et l'autre proscrit. Une distinction à laquelle se réfèrent

ni même les accusations de déicide ou de meurtre rituel, qui n'apparaissent que lors des grands explosions populaires contre les Juifs. Mais c'est l'affirmation, déjà infiniment dangereuse (car elle contribue à faire le lit de l'antisémitisme), que le peuple élu a été grand mais qu'il a démerité, en refusant de reconnaître le Messie et en s'opposant à l'Eglise naissante. C'est, plus précisément, la thèse, d'origine polémique, de la réprobation: la dispersion et les souffrances du peuple errant seraient le signe de la colère de Dieu (...). La conversion est donc la seule issue possible pour un Juif.» Notre-Dame de Sion et les Juifs, in: *Sur les Juifs*, op.cit. 327–328. Voir aussi les travaux de Pierre Pierrard, *Juifs et catholiques français*. D'Edouard Drumont à Jacob Kaplan, Paris, Fayard, 1970. 2^e éd. Le Cerf 1997.

⁵ Pierre Sorlin: «La Croix» et les Juifs, Paris, Grasset, 1967, Danielle Delmaire, *Antisémitisme et catholiques dans le Nord pendant l'Affaire Dreyfus*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.

⁶ Voir notamment la contribution de François Delpech: «De 1815 à 1894» in: *l'Histoire des Juifs en France*, publiée sous la direction de B. Blumenkranz, Toulouse, Privat, 1972, 305–346.

aussi Olaf Blaschke et Urs Altermatt dans leurs approches concernant l'aire germanophone.⁷

Les recherches françaises mettent également le doigt sur le problème de la continuité et de la discontinuité historique du phénomène avec l'examen de l'évolution contrastée d'une France précocement émancipatrice qui, un siècle après la Révolution, échappe difficilement à un regain d'antisémitisme dans une configuration de forces qui ne se reproduit pas à l'identique.

L'historiographie française travaillant sur l'entre-deux-guerres et sur la période de Vichy a affiné ces problématiques dans une série de travaux, qui dès les années 1970, écartent toute occultation ou complaisance dans l'analyse de l'antisémitisme et de ses sources⁸. Il résulte de ces recherches que les attitudes des générations ont varié ou du moins que des minorités en leur sein ont évolué, en ce qui concerne la place de l'antijudaïsme théologique dans le dispositif antisémite. Divers foyers intellectuels ont pris leur distance par rapport au maurrassisme par exemple, et ont montré la voie à une hiérarchie ecclésiastique empêtrée dans ses visions traditionnelles et dans ses liens avec Pétain ou avec la Révolution nationale de Vichy. Aucun automatisme ne peut se lire en tous cas dans les comportements des catholiques à partir d'un seul paramètre théologique. Il est de bonne méthode de mettre l'antijudaïsme théologique constamment en rapport avec une série d'autres facteurs (milieux, moments) et de tenir compte des appartenances socio-culturelles et politiques de ceux qui le professent.

⁷ Voir à ce sujet les articles «Antisemitismus» dans le *Kirchliches Handlexikon*, Bd.1, Freiburg/Br, 1907; ou dans le *Staatslexikon*, Bd.1, Freiburg/Br, 1926 ou encore dans le *Lexikon für Theologie und Kirche*, Bd.1, Freiburg/Br, 1930 où apparaît la signature du théologien Gustav Gundlach SJ. Sur ce point voir Georges Passelecq et Bernard Suchecky, *L'encyclique cachée de Pie XI. Une occasion manquée de l'Eglise face à l'antisémitisme*, Paris, La Découverte, 1995, 94–96. On peut aussi lire une réflexion pertinente sur les distinctions entre antijudaïsme et antisémitisme dans la préface que signe Emile Poulat, 9–38.

⁸ Voir surtout les Actes des colloques de Grenoble (1976), de Lille (1977) et de Lyon (1978) qui ont dégagé à l'instigation de F. Delpech, les voies d'une analyse historique de l'attitude des catholiques en ce domaine durant la Deuxième Guerre mondiale. L'exemple de l'évolution des théologiens catholiques de Lyon est mis en évidence par Bernard Comte, *Conscience catholique et persécution antisémite*, *Annales ESC*, 48,3, 1983, 635–654. Pour une analyse plus générale qui prend en compte, du point de vue catholique, les derniers acquis de la recherche voir Etienne Fouilloux, *Les chrétiens français entre crise et libération, 1937–1947*, Paris, Seuil, 1997, et Bernard Comte, *L'honneur et la conscience. Catholiques français en résistance, 1940–1944*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1998.

A nos yeux, frappante est la convergence entre les approches des historiens du catholicisme français et la démarche retenue par Urs Altermatt dans son livre. Elle met aussi en relief ce qui la sépare de l'approche d'Olaf Blaschke.

L'enjeu véritable de la confrontation

Ce que met en œuvre Urs Altermatt dans son ouvrage, c'est précisément une analyse ouverte des multiples facteurs qui ont pu affecter les attitudes des catholiques suisses à propos de l'antisémitisme. A partir des sources récoltées dans les divers champs socio-culturels et analysées sans complaisance ni parti-pris, l'historien conclut qu'il n'observe aucune aversion systématique des catholiques à l'égard des Juifs découlant d'une imprégnation théologique antijudaïque pourtant largement partagée. S'il admet qu'une circulation fluide existe entre les diverses attitudes dont il dessine minutieusement les implications, Urs Altermatt n'aboutit donc pas à des conclusions aussi rigides et massives que celles développées par Olaf Blaschke sur l'aspect constitutif qu'aurait eu l'antisémitisme chez les catholiques ou sur l'antisémitisme partiellement raciste qui les aurait contaminés. Comme en France, on constate en Suisse une ambivalence dans les positions des catholiques face à l'antisémitisme moderne. Cela ne minimise en rien la virulence d'une aile intégriste sur le plan religieux et politiquement d'extrême-droite dont l'antisémitisme est notoire mais l'historien ne peut en créditer la majorité des catholiques.

C'est sur ce point capital de l'interprétation des caractères de l'antisémitisme chez les catholiques que divergent les travaux de Blaschke et d'Altermatt. Ce dernier élargit la thèse du double antisémitisme – l'un permis, l'autre interdit – en un système plus vaste de positions diversement articulées où l'antijudaïsme théologique n'aboutit pas nécessairement à une ligne de conduite déterminée. Ce qui heurte apparemment Olaf Blaschke c'est l'affirmation d'une certaine hétérogénéité des attitudes dans le milieu catholique. Cette conclusion à laquelle parvient Urs Altermatt provient en partie de son approche plurielle qui prend en compte les multiples expressions du milieu catholique (liturgie, mœurs, presse etc). Cette perspective a le mérite de replacer les diverses composantes du catholicisme suisse dans la société globale et ruine une vision totalisante (ou totalitaire) du catholicisme suisse que l'approche d'Olaf Blaschke, fondée sur le discours des élites, semble accrédi-ter pour l'Allemagne durant la période de 1871–1914.

Que ces deux approches aient abouti à des livres très différents malgré une problématique commune n'est pas pour surprendre. Elles se fondent

en fin de compte sur une différence fondamentale dans l'appréhension du facteur religieux dans une société. Une appréhension qui ne peut se limiter à l'étude des concepts et des discours au risque de tronquer la réalité. Urs Altermatt, dans la lignée de ses travaux antérieurs, a tenté de dégager les dimensions et les implications sociales, culturelles et politiques de ce facteur religieux ou théologique en ce qui concerne l'antisémitisme. En ce sens, son analyse fournit bien, n'en déplaise à Olaf Blaschke, un modèle pour une analyse comparative de l'antisémitisme en Europe qui prenne en compte toute l'épaisseur et toute la complexité de ce phénomène.